

Richtlijn nr.	Benaming	Publikatieblad EEG
93/91/EEG	Richtlijn 93/91/EEG van de Commissie van 29 oktober 1993 houdende aanpassing aan de vooruitgang van de techniek van Richtlijn 78/316/EEG van de Raad betreffende de binneninrichting van motorvoertuigen (identificatie van bedieningsorganen, verklipperlichten en meters).	19.11.93; L284/25
93/116/EEG	Richtlijn 93/116/EEG van de Commissie van 17 december 1993 tot aanpassing aan de technische vooruitgang van Richtlijn 80/1268/EEG van de Raad inzake het brandstofverbruik van motorvoertuigen.	30.12.93; L329/39

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre des Communications et des Entreprises publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 janvier 1995.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre des Communications et des Entreprises publiques,  
E. DI RUPO

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 januari 1995.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,  
E. DI RUPO

#### MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 95 — 846

[S-C — 16037]

**2 MARS 1995.** — Arrêté royal relatif aux modalités d'application du régime communautaire d'aides à la préretraite en agriculture

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 décembre 1994 instituant un régime communautaire d'aides à la préretraite en agriculture, notamment les articles 3 et 4, troisième alinéa;

Vu le règlement (C.E.E.) n° 2079/92 du Conseil du 30 juin 1992 instituant un régime communautaire d'aides à la préretraite en agriculture;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 30 septembre 1993;

Vu la concertation avec les Gouvernements des Régions du 22 janvier 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions et de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Pour l'application de la loi du 23 décembre 1994, le cédant doit, sans préjudice des conditions prévues dans cette loi, satisfaire aux conditions suivantes :

- ne pas bénéficier d'une pension de retraite d'indépendant dont la date effective d'entrée en vigueur précède le 1er janvier 1995;
- au moment de la cessation d'activité, être âgé d'au moins 60 ans et ne pas avoir atteint l'âge de 65 ans;
- au moment de la cessation d'activité, ne pas bénéficier d'une pension de retraite d'indépendant;
- avoir été agriculteur à titre principal pendant les dix années qui précèdent la cessation d'activité;

On entend par agriculteur à titre principal : la personne physique qui exploite elle-même l'exploitation agricole ou horticole, qui obtient de son exploitation un revenu égal ou supérieur à 50 % de son revenu global et qui consacre aux activités extérieures à l'exploitation moins de 50 % de la durée totale de son travail;

#### MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 95 — 846

[S-C — 16037]

**2 MAART 1995.** — Koninklijk besluit betreffende de nadere regels voor de toepassing van de communautaire steunregeling voor vervoegde uitbreiding in de landbouwsector

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 december 1994 tot instelling van een communautaire steunregeling voor vervoegde uitbreiding in de landbouwsector, inzonderheid op de artikelen 3 en 4, derde lid;

Gelet op verordening (EEG) nr. 2079/92 van de Raad van 30 juni 1992 tot instelling van een communautaire steunregeling voor vervoegde uitbreiding in de landbouwsector;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 30 september 1993;

Gelet op het overleg met de Gewestregeringen van 22 januari 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen en Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van de wet van 23 december 1994 dient, onverminderd de voorwaarden bepaald in deze wet, de cedent te voldoen aan de volgende voorwaarden :

- geen rustpensioen als zelfstandige genieten waarvan de effectieve ingangsdatum gelegen is vóór 1 januari 1995;
- op het moment van de bedrijfsbeëindiging minstens 60 jaar oud zijn zonder evenwel de leeftijd van 65 jaar te hebben bereikt;
- op het moment van de bedrijfsbeëindiging geen rustpensioen als zelfstandige genieten;
- gedurende de aan de bedrijfsbeëindiging voorafgaande tien jaar landbouwer in hoofdberoep geweest zijn;

Onder landbouwer in hoofdberoep wordt verstaan : de natuurlijke persoon die zelf het landbouw- of tuinbouwbedrijf uitbaat, die uit zijn bedrijf een inkomen verwerft dat 50 % of meer bedraagt van zijn globaal inkomen en die aan werkzaamheden buiten het bedrijf minder dan 50 % van zijn totale arbeidsduur besteedt;

e) s'engager après la cessation d'activité à ne continuer à pratiquer l'agriculture que sur 10 % au maximum de la superficie de l'exploitation mais à concurrence de maximum un hectare, pour autant que cesse toute production agricole à des fins commerciales; la superficie où se trouve le bâtiment dans lequel le cédant habite n'est pas prise en compte;

f) sous réserve de ce qui est prévu sous e) avoir transmis la superficie totale des terres de son exploitation à un ou plusieurs repreneurs-agriculteurs et/ou à un ou plusieurs repreneurs-non-agriculteurs;

g) entre le 30 juillet 1992 et le moment de la transmission de son exploitation ne pas avoir réduit sensiblement la superficie de son exploitation. Les critères déterminant la réduction sensible sont repris à l'annexe 1 du présent arrêté et varient selon la taille de l'exploitation du cédant.

Pour l'application du présent article, il faut entendre par cessation d'activité : la cessation complète et définitive de l'activité agricole à des fins commerciales; ceci signifie entre autres qu'aucun animal destiné à être commercialisé ne peut plus être détenu et qu'aucune culture destinée à la commercialisation ne peut être cultivée dans l'exploitation.

**Art. 2.** Pour l'application de la loi du 23 décembre 1994, le repreneur-agriculteur doit, sans préjudice des conditions fixées dans cette loi, satisfaire aux conditions suivantes :

a) posséder une capacité professionnelle suffisante; les conditions concernant cette capacité professionnelle sont reprises à l'annexe 2 du présent arrêté;

b) s'engager à exercer l'activité agricole à titre principal dans l'exploitation concernée pendant au moins 5 ans;

c) réaliser par la reprise une extension significative de son exploitation. Les critères déterminant l'extension significative sont repris à l'annexe 1 du présent arrêté.

Un agriculteur qui s'installe après le 31 décembre 1994 ne peut être considéré comme repreneur-agriculteur au sens de la loi précitée que si l'installation a été effectuée intégralement au moyen de terres d'une ou plusieurs exploitations qui ont cessé l'activité agricole.

Un agriculteur qui s'installe en succédant au cédant à la tête d'une exploitation agricole ne peut être considéré comme repreneur-agriculteur au sens de la loi précitée que si cette exploitation agricole fait l'objet d'une extension significative au moyen de terres d'une ou plusieurs exploitations qui ont cessé l'activité agricole, et ce dans les six mois qui suivent l'installation.

Si la transmission s'effectue entre partenaires d'une coopération de fait ou juridique, il doit y avoir une extension significative du lien de coopération dans sa globalité, conformément à l'annexe 1 du présent arrêté, sauf si l'association s'est constituée avant le 30 juillet 1992 et si l'associé-cédant n'est pas remplacé dans les cinq ans qui suivent la cessation d'activité;

d) pouvoir obtenir dans les cinq ans, dans l'exploitation, un revenu au moins égal au niveau des seuils de revenu régionaux tels que définis à l'annexe 3 du présent arrêté;

e) ne pas gérer ou ne pas avoir géré avant la reprise une exploitation dont la superficie est égale ou supérieure à 100 ha;

f) s'engager à exploiter l'ensemble de son exploitation ainsi que les terres reprises pendant au moins cinq ans dans le respect des exigences de la législation en vigueur concernant la protection de l'environnement et au moins aussi longtemps que le cédant bénéficie du supplément.

**Art. 3.** Si après les annonces d'offre de transmission de terres publiées pendant deux semaines successives dans au moins deux hebdomadaires agricoles distribués dans la région et dans les éditions du week-end de deux quotidiens distribués dans la région il apparaît que les terres agricoles ne peuvent être utilisées sous des conditions de conformité au marché à des fins agricoles dans le cadre d'une exploitation viable, ces terres peuvent être transmises à un ou plusieurs repreneurs-non-agriculteurs.

Le repreneur-non-agriculteur doit s'engager à utiliser les terres libérées qui lui sont transmises dans des conditions compatibles avec le maintien ou l'amélioration de la qualité de l'environnement et de l'espace naturel au moins aussi longtemps que le cédant bénéficie du supplément.

En cas de refus explicite de l'autorisation de cession de bail, le bailleur est considéré comme un repreneur-non-agriculteur.

e) zich er toe verbinden om na de bedrijfsbeëindiging hoogstens 10 % van de oppervlakte van zijn bedrijf, doch niet meer dan 1 ha, voor de landbouw te blijven gebruiken voor zover hij niet langer voor commerciële doeleinden produceert; de oppervlakte waarop zich het gebouw bevindt waarin de cedent blijft wonen, wordt hierbij niet in rekening gebracht;

f) onder voorbehoud van het in e) bepaalde, de volledige oppervlakte grond van zijn bedrijf overgedragen hebben aan één of meerdere overnemers-landbouwers en/of aan één of meerdere overnemers-niet-landbouwers;

g) tussen 30 juli 1992 en het moment van de overdracht zijn bedrijf niet gevoelig verkleind hebben. De criteria met betrekking tot het begrip gevoelige verkleining zijn opgenomen in bijlage 1 bij dit besluit en variëren in functie van de grootte van het bedrijf van de cedent.

Voor de toepassing van dit artikel moet onder bedrijfsbeëindiging worden verstaan : de volledige en definitieve beëindiging van de commerciële landbouwactiviteit; dit betekent ondermeer dat geen dieren meer gehouden mogen worden op het bedrijf, die bestemd zijn om gecommmercialiseerd te worden en dat geen vruchten meer op het veld mogen verbouwd worden die bestemd zijn om te worden gecommmercialiseerd.

**Art. 2.** Voor de toepassing van de wet van 23 december 1994 dient, onverminderd de voorwaarden bepaald in deze wet, de overnemer-landbouwer te voldoen aan volgende voorwaarden :

a) over voldoende vakbekwaamheid beschikken; de voorwaarden met betrekking tot deze vakbekwaamheid zijn opgenomen in bijlage 2 bij dit besluit;

b) zich ertoe verbinden om op het betrokken bedrijf minstens 5 jaar lang de landbouw in hoofdberoep uit te oefenen;

c) via de overname een beduidende vergroting van zijn bedrijf realiseren. De criteria met betrekking tot het begrip beduidende vergroting zijn opgenomen in bijlage 1 bij dit besluit.

Een landbouwer die zich installeert na 31 december 1994 kan slechts als overnemer-landbouwer in de zin van de voornoemde wet worden beschouwd als die installatie integraal werd gerealiseerd met gronden van een of meerdere stopgezette bedrijven.

Een landbouwer die zich installeert door de cedent aan het hoofd van een landbouwbedrijf op te volgen kan slechts als overnemer-landbouwer in de zin van de voornoemde wet worden beschouwd als dit landbouwbedrijf op een beduidende wijze wordt vergroot met gronden van één bedrijf of meerdere bedrijven die werden stopgezet en dit binnen de zes maanden die volgen op de installatie.

In geval de overdracht gebeurt tussen de partners van een feitelijk of juridisch samenwerkingsverband, dan moet er een beduidende vergroting zijn overeenkomstig bijlage 1 bij dit besluit van het globale samenwerkingsverband, tenzij de associatie gevormd werd voor 30 juli 1992 en de geassocieerde die cedent is niet vervangen wordt binnen de vijf jaar na de bedrijfsbeëindiging;

d) op zijn bedrijf binnen de vijf jaar een inkomen kunnen behalen dat minstens gelijk is aan het niveau van de regionale inkomensdrempels zoals bepaald in bijlage 3 van dit besluit;

e) vóór de overname geen bedrijf uitbaten of uitgebaat hebben waarvan de oppervlakte 100 ha of meer bedraagt;

f) zich ertoe verbinden zijn gehele bedrijf met inbegrip van de overgenomen grond gedurende ten minste vijf jaar uit te baten met inachtneming van de eisen van de geldende wetgeving inzake milieubescherming en minstens zolang de cedent het supplement geniet.

**Art. 3.** Indien na bekendmaking van een aanbod tot grondoverdracht gedurende twee opeenvolgende weken in minstens twee landbouwweekbladen verspreid in de regio en in de weekend-edities van twee dagbladen verspreid in de regio blijkt dat de landbouwgronden niet voor de landbouw onder marktconforme voorwaarden kunnen worden gebruikt in een levensvatbaar uitbatingsverband, kunnen deze worden overgedragen aan één of meerdere overnemers-niet-landbouwers.

De overnemer-niet-landbouwer moet zich ertoe verbinden om de vrijgekomen grond die aan hem werd overgedragen te gebruiken op een wijze die verenigbaar is met het behoud of de verbetering van de kwaliteit van milieu en natuur minstens zolang de cedent het supplement geniet.

In geval van uitdrukkelijke weigering van de toestemming van de pachtoverdracht, wordt de verpachter beschouwd als een overnemer-niet-landbouwer.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Pour les terres transmises dont le cédant est propriétaire, il doit présenter :

soit une preuve de fermage;  
soit une preuve de vente ou de donation ou d'apport en société;

soit une preuve de location.

**§ 2.** Pour les terres transmises dont le cédant est preneur et :

a) dont il est mis fin au bail à ferme, il doit présenter :

soit une preuve de congé au moyen d'une lettre recommandée au bailleur ou d'un exploit d'huissier de justice;

soit une preuve qu'il est mis fin au bail de commun accord au moyen d'un acte notarial ou d'une déclaration devant le juge de paix.

Dans ces cas, le cédant doit en outre joindre à la demande une copie :

du bail à ferme conclu entre le propriétaire et le repreneur-agriculteur;

ou du contrat de location conclu entre le propriétaire et le repreneur-non-agriculteur;

ou du contrat de vente, de l'acte de donation ou de l'acte de succession entre le propriétaire et le repreneur-agriculteur ou non-agriculteur ou de l'apport en société.

b) dont le bail à ferme est cédé, il doit présenter soit :

la preuve de la cession de bail à ferme à ses descendants ou à leurs conjoints au moyen d'une convention de cession de bail à ferme;

la preuve d'une cession de bail à ferme à d'autres que ses descendants et leurs conjoints au moyen d'une convention de cession de bail à ferme et d'un accord écrit préalable du bailleur.

c) pour lesquelles il se réfère à ce qui est fixé à l'article 3, troisième alinéa, le cédant-preneur doit présenter :

une preuve du refus explicite de l'autorisation du bailleur pour la cession du bail à ferme.

**Art. 5.** Le respect des conditions relatives aux terres transmises fixées à l'article 2, f) et à l'article 3, deuxième alinéa, doit être prévu dans les conventions et actes mentionnés à l'article 4 où le repreneur-agriculteur et le repreneur-non-agriculteur sont parties concernées.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** La demande du supplément doit être introduite par lettre recommandée adressée au Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, sur un formulaire-type disponible auprès des fonctionnaires désignés par le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions.

Au moins deux mois avant la prise de cours de la pension, la demande doit être transmise au Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture.

Il faut joindre les documents suivants à la demande du supplément :

a) une copie du reçu de la demande de pension;

b) une déclaration écrite du cédant-demandeur par laquelle il s'engage définitivement à cesser l'activité de son exploitation et à ne continuer la pratique de l'agriculture qu'à des fins non commerciales sur au maximum 10 % de la superficie de son exploitation, limités cependant à un hectare maximum;

c) le cas échéant, une copie de la déclaration visée à l'article 2, f);

d) le cas échéant, une copie de la déclaration visée à l'article 3, deuxième alinéa;

e) le cas échéant, une déclaration écrite du cédant attestant qu'après les annonces d'offre de transmission de terres publiées pendant deux semaines successives dans au moins deux hebdomadaires agricoles distribués dans la région et dans les éditions du week-end de deux quotidiens distribués dans la région, les terres agricoles ne peuvent être utilisées à des fins agricoles dans le cadre d'une exploitation viable et que, pour cette raison, elles ont été transmises à un repreneur-non-agriculteur. Par ailleurs, il y a lieu de joindre une copie des annonces visées;

f) une preuve écrite des actes visés à l'article 4 du présent arrêté, avec mention de la superficie des terres transmises.

**§ 2.** Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions fixe les autres conditions quant à la forme de la demande d'obtention du supplément.

**Art. 4. § 1.** Voor de overgedragen gronden waarvan de cedent eigenaar is dient hij :

ofwel een bewijs van verpachting;  
ofwel een bewijs van verkoop of van schenking of van inbreng in vennootschap

ofwel een bewijs van verhuring voor te leggen.

**§ 2.** Voor de overgedragen gronden waarvan de cedent pachter is en:

a) er wordt een einde gemaakt aan de pachtovereenkomst dan dient hij:

ofwel een bewijs van opzegging door middel van een aangetekende brief aan de verpachter of een deurwaardersexploot voor te leggen;

ofwel een bewijs van beëindiging in onderlinge overeenkomst bij middel van een notariële akte of een verklaring voor de vrede-rechter voor te leggen.

In deze gevallen moet de cedent bovendien bij de aanvraag een copie voegen van hetzij :

de pachtovereenkomst tussen de eigenaar en de overnemer-landbouwer;

de huurovereenkomst tussen de eigenaar en de overnemer-niet-landbouwer;

de verkoopovereenkomst, schenkingsakte, of de akte van overgang door vererving tussen de eigenaar en de overnemer-landbouwer of de overnemer-niet-landbouwer of van de inbreng in vennootschap.

b) de pacht wordt overgedragen, dan dient hij hetzij :

het bewijs van de pachtoverdracht aan zijn afstammelingen of aan hun echtgenoten te leveren door een overeenkomst van pacht-overdracht;

het bewijs van een pachtoverdracht aan anderen dan zijn afstammelingen en hun echtgenoten te leveren door de overeenkomst van pachtoverdracht en van voorafgaandelijke schriftelijke toestemming van de verpachter voor te leggen.

c) hij beroep doet op het bepaalde in artikel 3, lid 3, dan dient de cedent-pachter :

een bewijs van uitdrukkelijke weigering van de toestemming van de verpachter voor de pachtoverdracht voor te leggen.

**Art. 5.** De eerbiediging van de voorwaarden met betrekking tot de overgenomen grond bepaald in artikel 2, f) en in artikel 3, lid 2 dient voorzien te worden in de overeenkomsten en akten vermeld in artikel 4 waar de overnemer-landbouwer en de overnemer-niet-landbouwer betrokken partij zijn.

**Art. 6. § 1.** De aanvraag van het supplement moet worden ingediend bij aangetekende brief bij het Ministerie van Middenstand en Landbouw, op een typeformulier beschikbaar bij de door de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft aangeduide ambtenaren.

Ten laatste twee maanden vóór de ingangsdatum van het pensioen dient de aanvraag overgemaakt te worden aan het Ministerie van Middenstand en Landbouw.

Bij de aanvraag van het supplement dienen volgende documenten gevoegd te worden :

a) een copie van het ontvangstbewijs van de pensioenaanvraag;

b) een schriftelijke verklaring van de cedent-aanvrager dat hij er zich definitief toe verbindt zijn bedrijf te beëindigen en hoogstens 10 % van de oppervlakte van zijn bedrijf, beperkt tot maximum 1 ha, voor de landbouw, maar voor niet-commerciële doeleinden, te blijven gebruiken;

c) in voorkomend geval, een afschrift van de verklaring bedoeld in artikel 2, f);

d) in voorkomend geval een afschrift van de verklaring bedoeld in artikel 3, lid 2;

e) in voorkomend geval een schriftelijk verklaring van de cedent dat na bekendmaking van een aanbod tot grondoverdracht gedurende twee opeenvolgende weken in minstens twee landbouwweekbladen verspreid in de regio en in de weekend-edities van twee dagbladen verspreid in de regio de landbouwgronden niet voor de landbouw kunnen worden gebruikt in een levensvatbaar uitbatingsverband en dat zij daarom werden overgedragen aan een overnemer-niet-landbouwer. Daarenboven dient een afschrift van de bedoelde bekendmakingen toegevoegd te worden;

f) een schriftelijk bewijs van de akten bedoeld in artikel 4 met vermelding van de oppervlakte van de overgedragen grond.

**§ 2.** De Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft, stelt de verdere regelen vast voor de vorm van de aanvraag tot het bekomen van het supplement.

**Art. 7.** Le Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture décide si le cédant-demandeur du supplément satisfait aux conditions de ce régime communautaire et il communique sa décision motivée par lettre recommandée au cédant-demandeur. Quand le cédant-demandeur du supplément satisfait aux conditions de ce régime communautaire d'aides, le Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture transmet pour preuve une attestation conforme à l'annexe 4 du présent arrêté à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

**Art. 8.** L'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants calcule le supplément conjointement à la pension.

L'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants communique la décision relative au supplément au cédant-demandeur par lettre recommandée et communique également cette décision au Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture.

Le supplément à payer est mentionné sur l'ordre de paiement qui est transmis par l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants à l'Office national des pensions qui est chargé du paiement. Le paiement s'opère par douzièmes.

**Art. 9.** Il peut être interjeté appel aux décisions prévues aux articles 7 et 8 auprès du Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions, par lettre recommandée, dans le mois qui suit la communication de cette décision.

**Art. 10.** L'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants demande le remboursement des suppléments payés à un organisme belge de paiement reconnu par les Communautés européennes dans le cadre de la section Garantie du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole et au Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture.

**Art. 11.** Le Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture transmet tous les trois mois aux Régions une liste reprenant l'identité des cédants-bénéficiaires.

**Art. 12.** En cas de non respect de l'engagement pris par le cédant-bénéficiaire et fixé à l'article 1, e), les suppléments déjà payés sont, sauf en cas de force majeure, récupérés par le Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture tandis que les autres suppléments prévus sont refusés. Si le reprenneur-agriculteur ne respecte pas les engagements qu'il a pris et qui sont fixés à l'article 2, b) et f) ou si le reprenneur-non-agriculteur ne respecte pas l'engagement qu'il a pris et qui est fixé à l'article 3, deuxième alinéa, le Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, sauf en cas de force majeure, récupérera respectivement à charge du reprenneur-agriculteur et du reprenneur-non-agriculteur un montant égal au montant des suppléments déjà versés au cédant-bénéficiaire et majoré des suppléments auxquels le cédant a encore droit. De même, dans le cas d'une infraction involontaire concernant le non respect de l'engagement fixé à l'article 2, f), un montant égal au triple du supplément mensuel sera réclamé.

**Art. 13. a)** En ce qui concerne les demandes du supplément introduites à partir du 1er janvier 1995 et au cours de la première année d'application de la loi précitée, le délai prévu à l'article 6 du présent arrêté n'est pas applicable;

b) L'article 1, c) n'est pas applicable entre le 1er janvier 1995 et une date que doit déterminer le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions.

**Art. 14.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1995.

**Art. 15.** Notre Ministre des Pensions et Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 2 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,  
M. COLLA

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises  
et de l'Agriculture,  
A. BOURGEOIS

**Art. 7.** Het Ministerie van Middenstand en Landbouw beslist of de cedent-aanvrager van het supplement aan de voorwaarden van deze communautaire regeling voldoet en deelt de gemotiveerde beslissing bij ter post aangetekende brief mee aan de cedent-aanvrager. Wanneer de cedent-aanvrager van het supplement aan de voorwaarden van deze communautaire steunregeling voldoet, maakt het Ministerie van Middenstand en Landbouw als bewijs hiervan een attest, overeenkomstig bijlage 4 bij dit besluit, over aan het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen.

**Art. 8.** Het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen berekent samen met het pensioen het supplement.

Het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen deelt de beslissing met betrekking tot het supplement mee aan de cedent-aanvrager bij ter post aangetekende brief en deelt deze beslissing eveneens mee aan het Ministerie van Middenstand en Landbouw.

Het uit te betalen supplement wordt vermeld op de betalingsopdracht die door het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen wordt overgemaakt aan de Rijksdienst voor pensioenen, die belast is met de uitbetaling ervan. De uitbetaling gebeurt bij twaalfden.

**Art. 9.** Tegen de beslissingen voorzien in de artikels 7 en 8 kan beroep aangetekend worden bij de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft bij aangetekend schrijven binnen één maand vanaf de mededeling van de beslissing.

**Art. 10.** Het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen vordert de uitbetaalde supplementen op bij een Belgisch betaalorganisme erkend door de Europese Gemeenschappen in het kader van de afdeling Garantie van het Europees Oriëntatie en Garantiefonds voor de Landbouw en bij het Ministerie van Middenstand en Landbouw.

**Art. 11.** Het Ministerie van Middenstand en Landbouw maakt om de drie maanden aan de Gewesten een lijst over waarop de identiteit van de cedent-rechthebbenden is opgenomen.

**Art. 12.** In geval van niet-naleving van de door de cedent-rechthebbende aangegane verbintenis, bepaald in artikel 1, e), worden, behoudens overmacht, door het Ministerie van Middenstand en Landbouw de reeds uitbetaalde supplementen teruggevorderd en de nog te betalen supplementen geweigerd. In geval van niet naleving door de overnemer-landbouwer van de door hem aangegane verbintenissen bepaald in artikel 2, b) en f) of door de overnemer-niet-landbouwer van de door hem aangegane verbintenis bepaald in artikel 3, lid 2 wordt, behoudens overmacht, door het Ministerie van Middenstand en Landbouw van de respectievelijke overnemer-landbouwer of overnemer-niet-landbouwer een bedrag teruggevorderd dat overeenstemt met de reeds aan de cedent-rechthebbende uitbetaalde supplementen vermeerderd met de supplementen waar de cedent nog recht op heeft. Evenwel, in het geval van een niet vrijwillige inbreuk die betrekking heeft op het niet naleven van de verbintenis bepaald in artikel 2, f), zal een bedrag dat overeenkomt met drie maal het maandelijks supplement worden teruggevorderd.

**Art. 13. a)** Voor de aanvragen van het supplement die ingediend worden vanaf 1 januari 1995 tot 1 jaar na de inwerkingtreding van de voornoemde wet is de termijn voorzien in artikel 6 van dit besluit niet van toepassing;

b) Artikel 1, c) is niet van toepassing tussen 1 januari 1995 en een datum te bepalen door de Minister die de landbouw onder zijn bevoegdheid heeft.

**Art. 14.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1995.

**Art. 15.** Onze Minister van Pensioenen en Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw, zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 2 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,  
M. COLLA

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen  
en Landbouw,  
A. BOURGEOIS

## Annexe 1

## Modification significative de la superficie

Repreneur : agrandissement		Cédant : réduction	
Catégorie de superficie au moment de la reprise	Agrandissement repreneur par rapport à la superficie le 30 juillet 1992	Catégorie de superficie au moment du transfert	Réduction cédant par rapport à la superficie le 30 juillet 1992
≤ 10 ha	≥ 2 ha	≤ 10 ha	< 2 ha
> 10 ha ≤ 20 ha	≥ 20 %	> 10 ha ≤ 20 ha	< 16,66 %
> 20 ha ≤ 40 ha	≥ 4 ha	> 20 ha ≤ 40 ha	< 4 ha
> 40 ha ≤ 100 ha	≥ 10 %	> 40 ha	< 9,09 %

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 2 mars 1995.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,  
M. COLLA

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture,  
A. BOURGEOIS

## Annexe 2

La capacité professionnelle visée à l'article 2 est prouvée par :

1) Les diplômes et les certificats homologués ou délivrés par un jury d'Etat, d'enseignement secondaire supérieur, ainsi que les certificats de qualification de la 6<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire d'une subdivision agricole, horticole ou apparentée, les diplômes de l'enseignement supérieur agricole du type court ou du type long, les diplômes d'agrégé pour l'enseignement secondaire inférieur, section agriculture et horticulture, et les diplômes d'ingénieur agronome ou d'ingénieur chimiste des industries agricoles ou les titres équivalents à un de ces certificats d'études.

2) Les diplômes et les certificats homologués ou délivrés par un jury d'Etat, d'enseignement secondaire supérieur, les diplômes de l'enseignement supérieur du type court ou du type long et les diplômes de l'enseignement universitaire, autres que ceux visés sub 1) du présent arrêté, ou les titres équivalents à un de ces certificats d'études, pour autant que le porteur de ces diplômes ou certificats se soit adonné à la production agricole ou horticole pendant au moins deux ans.

3) Les diplômes et les certificats homologués ou délivrés par un jury d'Etat, d'enseignement secondaire inférieur ainsi que les certificats de qualification délivrés après 4 années au minimum de l'enseignement secondaire, d'une subdivision agricole, horticole ou apparentée, ou les titres équivalents à un de ces certificats d'études, assortis d'une expérience pratique de deux années minimum, à condition que le porteur de ces certificats ait reçu une formation post-scolaire agricole ou horticole d'au moins 75 heures de cours oraux consacrés aux aspects économiques, financiers, juridiques, fiscaux et sociaux de la reprise et de la gestion d'une exploitation agricole ou horticole.

4) Une expérience pratique d'au moins trois ans assortie soit d'un certificat d'études de formation post-scolaire agricole ou horticole d'au moins 75 heures de cours oraux consacrés aux aspects économiques, financiers, juridiques, fiscaux et sociaux de la reprise et de la gestion d'une exploitation agricole ou horticole.

5) Une période d'au moins 5 ans, pendant laquelle l'intéressé s'est adonné à la production agricole ou horticole.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 2 mars 1995.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,  
M. COLLA

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture,  
A. BOURGEOIS

## Annexe 3

Les seuils de revenu régionaux tels que prévus à l'article 1, 2<sup>o</sup>, d du présent arrêté s'élèvent à :

— pour les Polders :	926 300
— pour la Région sablonneuse (Anvers, Brabant) :	862 000
— pour la Région sablonneuse (Flandre occidentale) :	883 000
— pour la Région sablonneuse (Flandre orientale) :	807 900
— pour la Campine (Anvers, Brabant) :	1 100 000
— pour la Campine (Limbourg) :	1 080 500
— pour la Région sablo-limoneuse (Brabant, Hainaut) :	737 300
— pour la Région Campine hennuyère :	737 300
— pour la Région sablo-limoneuse (Flandre occidentale) :	814 000
— pour la Région sablo-limoneuse (Flandre orientale) :	657 800
— pour la Région sablo-limoneuse (Limbourg) :	748 600
— pour la Région limoneuse (Brabant, Namur) :	868 400
— pour la Région limoneuse (Flandre occidentale, Flandre orientale, Hainaut) :	785 000
— pour la Région limoneuse (Liège) :	837 600
— pour la Région Condroz :	719 000
— pour la Région herbagère (Liège, Fagne) :	874 900
— pour la Famenne :	612 500
— pour l'Ardenne :	546 000
— pour la Haute-Ardenne :	757 800
— pour la Région jurassique :	555 800

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 2 mars 1995.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,

M. COLLA

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture,

A. BOURGEOIS

## Annexe 4

## Attestation

Le service compétent .....  
de l'Administration ..... du  
Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture certifie par la présente  
que la demande de ....., agriculteur, domicilié  
(rue, n°) ..... à  
(code postal, localité) .....  
né le (date de naissance) .....  
inscrit au registre national sous le numéro .....  
introduite au .....  
en vue d'obtenir le supplément à la pension, conformément à la loi du .....assurant au niveau belge  
l'exécution du règlement (C.E.E.) n° 2079/92 du Conseil du 30 juin 1992 instaurant un régime communautaire  
d'aides à la cessation anticipée de l'activité agricole, satisfait à toutes les conditions de co-financement par la  
section Garantie du FEOGA imposées par ce Règlement tant à l'agriculteur qui cesse l'activité agricole qu'au(x)  
repreneur(s) agriculteur(s) ou au(x) repreneur(s) non-agriculteur(s), à savoir notamment :

- les conditions d'âge;
- les conditions relatives à l'activité à titre principal et aux compétences professionnelles;
- les conditions relatives aux terres libérées permettant l'extension de/des (l')exploitation(s) du/des  
repreneur(s);
- le respect par le repreneur des normes de protection environnementale.

Fait sur la base des documents, copies certifiées conformes et engagements pris tant par le demandeur que  
par le(s) repreneur(s) agricole(s) ou non agricole(s) quant au respect de ces conditions.  
La superficie transférée le ..... est de :

..... ha

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 2 mars 1995.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,

M. COLLA

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture,

A. BOURGEOIS

## Bijlage 1

## Beduidende oppervlakte-verandering

Overnemer : vergroting		Overlater : vermindering	
Grootte klasse op datum overname	Vergroting overnemer t.o.v. oppervlakte op 30 juli 1992	Grootte klasse op datum overdracht	Vermindering overlater t.o.v. oppervlakte op 30 juli 1992
≤ 10 ha	≥ 2 ha	≤ 10 ha	< 2 ha
> 10 ha ≤ 20 ha	≥ 20 %	> 10 ha ≤ 20 ha	< 16,66 %
> 20 ha ≤ 40 ha	≥ 4 ha	> 20 ha ≤ 40 ha	< 4 ha
> 40 ha ≤ 100 ha	≥ 10 %	> 40 ha	< 9,09 %

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 2 maart 1995.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,

**M. COLLA**

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,

**A. BOURGEOIS**

## Bijlage 2

De bij artikel 2 bedoelde vakbekwaamheid wordt aangetoond door, hetzij :

- 1) De diploma's en de gehomologeerde of door een examencommissie van de Staat uitgereikte getuigschriften van hoger secundair onderwijs, evenals de kwalificatiegetuigschriften van het 8de leerjaar secundair onderwijs, in een onderverdeling landbouw, tuinbouw of aanverwant, de diploma's van het agrarisch hoger onderwijs van het korte of van het lange type, de diploma's van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, afdeling land- en tuinbouw, en de diploma's van landbouwkundig ingenieur of ingenieur voor de scheikunde en landbouw-industrieën, of een studiebewijs met een van de voorgaande titels gelijkwaardig;
- 2) De diploma's en de gehomologeerde of door een examencommissie van de Staat uitgereikte getuigschriften van hoger secundair onderwijs, de diploma's van het hoger onderwijs van het korte of van het lange type en de diploma's van het universitair onderwijs, buiten deze bedoeld sub 1) van dit besluit, of een studiebewijs met een van de voorgaande titels gelijkwaardig, voor zover de drager van die diploma's of getuigschriften zich toegelegd heeft op de landbouw- of tuinbouwproductie gedurende ten minste twee jaar.
- 3) De diploma's en de gehomologeerde of door een examencommissie van de Staat uitgereikte getuigschriften van lager secundair onderwijs, evenals de kwalificatiegetuigschriften afgeleverd na minimum 4 leerjaren van het secundair onderwijs, in een onderverdeling landbouw, tuinbouw of aanverwant, of een studiebewijs met een van de voorgaande titels gelijkwaardig, gepaard aan een praktische ervaring van minimum twee jaar, op voorwaarde dat de drager van die getuigschriften een naschoolse landbouw- of tuinbouwvorming van minstens 75 uur mondelinge lessen heeft genoten, gewijd aan economische, financiële, juridische, fiscale en sociale aspecten van de overname en het beheer van een land- of tuinbouwbedrijf.
- 4) Een praktische ervaring van minimum 3 jaar gepaard aan hetzij een studiegetuigschrift van naschoolse landbouw- of tuinbouwvorming van minstens 75 uur mondelinge lessen hebben genoten, gewijd aan economische, financiële, juridische, fiscale en sociale aspecten van de overname en het beheer van een land- of tuinbouwbedrijf.
- 5) Een periode van ten minste 5 jaar gedurende dewelke de betrokkene zich toegelegd heeft op de landbouw- of tuinbouwproductie.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 2 maart 1995.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,

**M. COLLA**

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,

**A. BOURGEOIS**

## Bijlage 3

De regionale inkomensdrempels bedoeld in artikel 1, 2<sup>o</sup>, d van dit besluit bedragen :

— voor de Polders :	926 300
— voor de Zandstreek (Antwerpen, Brabant) :	862 000
— voor de Zandstreek (West-Vlaanderen) :	883 000
— voor de Zandstreek (Oost-Vlaanderen) :	907 900
— voor de Kempen (Antwerpen, Brabant) :	1 100 000
— voor de Kempen (Limburg) :	1 080 500
— voor de Zandleemstreek (Brabant, Henegouwen) :	737 300
— voor de Henegouwse Kempen :	737 300
— voor de Zandleemstreek (West-Vlaanderen) :	814 000
— voor de Zandleemstreek (Oost-Vlaanderen) :	657 800
— voor de Zandleemstreek (Limburg) :	748 600
— voor de Leemstreek (Brabant, Namen) :	868 400
— voor de Leemstreek (West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Henegouwen) :	785 000
— voor de Leemstreek (Luik) :	837 600
— voor de Condroz :	719 000
— voor de Weidestreek (Luik, Fagne) :	874 900
— voor de Famenne :	812 500
— voor de Ardennen :	546 000
— voor de Hoge Ardennen :	757 800
— voor de Jurastreek :	555 800

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 2 maart 1995.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,

M. COLLA

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,

A. BOURGEOIS

## Bijlage 4

Attest

De bevoegde dienst .....  
 van het Bestuur ..... van het  
 Ministerie van Middenstand en Landbouw verklaart hiermede dat de aanvraag  
 van landbouwer .....  
 ..... wonende  
 (straat, nr.) ..... , te  
 (postnr., gemeente) .....  
 geboren op (geboortedatum) ..... met  
 nr. rijksregister : .....  
 ingediend bij : .....

tot het bekomen van het supplement bij het pensioen krachtens de wet van ..... die op Belgisch vlak  
 de uitvoering verzekert van de verordening (EEG) nr. 2079/92 van de Raad van 30 juni 1992 tot instelling van een  
 communautaire steunregeling voor vervroegde uittreding in de landbouwsector voldoet aan alle voorwaarden  
 voor mede-financiering door het E.O.G.F.L.-afdeling Garantie die door deze verordening opgelegd worden zowel  
 aan de stopzettende landbouwer als aan de overnemer(s)-landbouwer(s) of overnemer(s)-niet-landbouwer(s) zoals  
 onder meer :

— de leeftijdsvoorwaarden  
 — de hoofdberoeps- en vakbekwaamheidsvoorwaarden  
 — de voorwaarden inzake de vrijgekomen grond waarbij het (de) bedrijf (bedrijven) van de overnemer(s)  
 moet vergroten

— de inachtneming door de overnemer van de eisen inzake milieubescherming.  
 op basis van de bewijsstukken, voor eensluidend gewaarmerkte afschriften en de verbintenissen aangegaan  
 door zowel de aanvrager als de overnemer(s)-landbouwer(s) of niet-landbouwer(s) inzake de naleving van deze  
 voorwaarden;

De op ..... ha overgedragen oppervlakte bedraagt :

..... ha
----------

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 2 maart 1995.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,

M. COLLA

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,

A. BOURGEOIS